

pensions qu'ils en avaient les capacités et que les forces de la MINUAR seraient incapables d'empêcher le déclenchement d'une telle attaque. Cependant, nous sommes persuadés que le commandant en chef du FPR, Paul Kagame, a tout intérêt à laisser la situation empirer. Il sait bien qu'en cas d'élections libres, face à la majorité hutue (80 % de la population), il n'a aucune chance de satisfaire sa soif du pouvoir. Il a donc intérêt à laisser les Hutus se déchirer entre eux, pour au dernier moment porter l'estocade. Quoi qu'il se passe, nous sommes persuadés que le moment venu, Paul Kagame n'hésitera pas à sacrifier des vies humaines pour satisfaire son ambition. D'ailleurs la population tutsi le ressent bien et elle est loin de lui apporter un soutien massif.

En ce début de mois d'avril, la situation est calme. Tout le monde semble attendre le sommet régional pour la paix, qui se déroulera à Dar es-Salaam (Tanzanie) le 6 avril 1994.

## CHAPITRE IV

### L'ENFER DES SIX PREMIERS JOURS APRÈS L'ATTENTAT

Avant de poursuivre, pour la bonne compréhension, il est nécessaire que je résume les origines du peuple rwandais et la situation politique du pays, avant l'attentat du 6 avril 1994.

Le royaume rwandais est traditionnellement gouverné par un Mwami (**Mwami** est le titre royal en Kinyarwanda, en Kirundi, en langue nande et bashi) donné au roi tutsi. Le royaume est aussi habité par le peuple hutu et le peuple twa (les **Twa** sont originaires de la région des Grands Lacs, ils sont également appelés **Abatwa**, **Ge-Sera**, **Batwa** ou **Barhwa**, ils appartiennent au peuple pygmée d'Afrique et sont généralement considérés comme les habitants les plus anciens de la région).

Des membres issus de ces deux peuples font partie du gouvernement tutsi du royaume et leur représentation varie en fonction de leur nombre, en termes de population. Ainsi, les Twas qui sont bien moins nombreux que

les Hutus, seront aussi beaucoup moins représentés au sein du gouvernement.

La division entre Tutsis et Hutus fait souvent référence à un système de **castes** (*groupe social hiérarchisé qui se distingue des autres par ses privilèges et son esprit d'exclusive*). Ainsi, un Hutu pouvait atteindre le rang de Tutsi par les liens du mariage ou sa réussite.

Les Tutsis vivent principalement d'une activité pastorale et ils ont une relation très interdépendante avec leurs troupeaux de ruminants. Ils ont une place de valeur au sein de la société rwandaise à comparer aux agriculteurs Hutus et aux chasseurs-cueilleurs et potiers Twas.

La société va créer des conceptions de statuts sociaux basés sur les traditions de chaque groupe :

- Les Twas travaillent majoritairement et directement avec la terre (via la poterie) et ils sont considérés comme impurs.
- Les Hutus, qui cultivent la terre, sont eux aussi considérés comme moins « purs » que les Tutsis, qui ne travaillent pas directement la terre<sup>1</sup>.

Lorsque l'Allemagne et plus tard la Belgique colonisent le royaume, ils réinterprètent la stratification (partage de la population en strates) comme une division de races ou d'ethnies, perçues à travers les hypothèses hamitiques,

---

1. Cela va mener l'administration coloniale à octroyer une supériorité équivoque et un favoritisme envers les Tutsis, aux dépens des Hutus et des Twas. Par ailleurs, les pays colonisateurs vont imposer un système de cartes d'identité et de classification ethnique en recensement, qui va favoriser la division ethnique artificielle et encourager les tensions entre les groupes.

c'est-à-dire : « Selon la Table des Peuples de l'Ancien Testament, les descendants de Ham ou de Cham, deuxième fils de Noé maudit lui et sa descendance pour son irrévérence envers son père ». Des auteurs européens ont décrit les Tutsis comme étant d'origine « hamitique », ayant constitué une invasion nilotique (qui vient du Nil) de l'Éthiopie moderne, amenant la civilisation à la « race nègre ».

### **Changement durant la domination coloniale belge<sup>2</sup>**

Vers la fin de la domination belge, le gouvernement commence à favoriser l'ethnie hutue, qui s'organise pour avoir plus d'influence. Puis, afin d'éviter d'autres politiques radicales, les premières élections démocratiques sont organisées dans le pays.

### **Création du « Hutu Power »**

Le premier Président élu du Rwanda, Grégoire Kavyinda est issu de l'ethnie hutue. Afin de préserver son propre pouvoir, il utilise les tensions ethniques. Des radicaux hutus qui travaillent avec son groupe, puis plus tard contre lui, cooptent l'hypothèse hamitique, qui décrit le peuple tutsi comme des étrangers, envahisseurs et oppresseurs du Rwanda. Quelques radicaux hutus demandent même à ce que les Tutsis soient « renvoyés en Éthiopie », en référence à leur supposée terre natale. Ce nouveau concept de « Hutu power », va idéaliser une pré

---

2. En tant que population majoritaire, les Hutus élisent leurs candidats à la majorité des postes, au sein du nouveau gouvernement. En novembre 1959, ce que l'on appelle la « Toussaint rwandaise » chasse du pays des dizaines de milliers de Tutsis.

« invasion » du Rwanda : un territoire « ethniquement pur » dominé par les Hutus.

**En juillet 1973, le général et ministre de la Défense de l'ethnie hutue, Juvénal Habyarimana, prend le pouvoir à l'issue d'un coup d'État militaire.**

Juvénal Habyarimana est originaire du Nord-Ouest du Rwanda.

Militaire de carrière, il exerce différents commandements très tôt après l'indépendance. Il est ainsi le premier chef d'état-major, non belge, de la garde nationale en remplacement du lieutenant-colonel belge Vanderstraeten.

Ministre de la Défense pendant la présidence de Grégoire Kayibanda, dont le fils était son filleul, Juvénal Habyarimana fomenta un coup d'État et prend le pouvoir le 5 juillet 1973. Ce coup d'État intervient dans un contexte très troublé, car le Président Kayibanda est de plus en plus contesté.

Le massacre des élites hutues au Burundi, en 1972, réveille des angoisses au Rwanda. Le gouvernement de Kayibanda tente de renforcer son assise dans la population, en lançant de violentes campagnes contre les Tutsis dans les établissements scolaires et l'administration. Selon Bernard Lugan : « *Le coup d'État militaire de juillet 1973 a stoppé un processus qui aurait pu évoluer vers des massacres généralisés et une guerre civile interne aux*

*Hutus*<sup>3</sup> ». Selon l'ancien ministre de la Défense (de 1992 à 1993), James Gasana : « *L'élite tutsie va se solidariser avec le coup d'État du 5 juillet 1973, car elle se sent "vengée" par le renversement et l'incarcération de son oppresseur.* »

L'ancien Premier ministre rwandais Faustin Twagiramungu (juillet 1994 à août 1995), a indiqué que : « *Jamais le président Habyarimana n'a été accusé par l'opposition démocratique (dont Twagiramungu était l'un des leaders) d'être l'ennemi des Tutsis* ». Au contraire, on disait même que le coup d'État qu'il a perpétré les a favorisés, et qu'en tout état de cause, il leur a ouvert le secteur privé où ils sont devenus prospères.

Le juriste et politologue belge Filip Reyntjens note quant à lui : « *Qu'entre la prise de pouvoir par le général Habyarimana et le début de la guerre en octobre 1990, aucune violence à caractère ethnique n'a été déplorée et*

---

3. Grégoire Kayibanda est né au sud du Rwanda, alors que Habyarimana est originaire du Nord. Même si ces deux Présidents se reconnaissent comme Hutus, les populations des deux régions ont peu de sympathies mutuelles. Juvénal Habyarimana laisse mourir Kayibanda en prison, ainsi que plusieurs membres du gouvernement renversés.

Marqué, comme son prédécesseur, par l'institutionnalisation des catégories administratives ethniques, lors de la colonisation belge, Habyarimana favorise les Hutus dont il est issu. Pendant les vingt années de sa présidence, il soutient la majorité hutue du Burundi contre le gouvernement tutsi, avant que le pouvoir ne revienne dans ce pays voisin du Sud au parti hutu en 1993. Habyarimana va aussi introduire des quotas ethniques dans l'administration et l'enseignement pour limiter le poids des Tutsis.

que même si elle était loin d'être parfaite, la situation des droits de l'homme contrastait favorablement avec celle prévalant ailleurs en Afrique dans les années 1970 et 1980 ».

Dès la première édition de son ouvrage sur le génocide au Rwanda, Gérard Prunier propose des analyses comparables : « *L'un dans l'autre, les Tutsis n'avaient pas la vie facile, étant donné qu'ils étaient victimes d'une discrimination institutionnelle, mais dans la vie quotidienne, la situation restait tolérable* ». En comparaison avec les années Kayibanda, les choses s'étaient améliorées au point même que certains hommes d'affaires tutsis réputés avaient fait fortune et, étaient en très bons termes avec le régime. L'accord tacite était : « Ne vous mêlez pas de politique, c'est la prérogative des Hutus ». Tant que les Tutsis respectaient ce principe, on les laissait généralement en paix. Le système, bien qu'autoritaire, était quelque peu débonnaire et ne fonctionnait pas trop mal sur le plan économique.

Un des arguments qui rendent le régime d'Habyarimana très populaire auprès des organisations non gouvernementales jusqu'en 1990, est en effet sa stabilité et sa relative prospérité.

Au début des années 1990, la rébellion armée tutsie du Front Patriotique Rwandais (FPR), intégrant dans ses rangs les démocrates hutus opposants à Juvénal Habyarimana, mène des actions militaires contre le gouvernement rwandais à partir de l'Ouganda. Le 1<sup>er</sup> octobre

1990, après avoir franchi en masse la frontière ougandorwandaise, l'avancée se poursuit jusqu'à la région de Gabiro, située à 90 km de Kigali. Toutefois, suite aux contre-attaques meurtrières de l'armée rwandaise et à l'engagement des forces françaises de l'opération *NOROÏT*, le FPR ne peut progresser plus loin. Néanmoins, il poursuit des actions de guérilla pour maintenir son contrôle sur une partie du territoire rwandais. Le Zaïre et la Belgique en 1990 et 1991 ont eux aussi aidé l'armée d'Habyarimana contre le FPR.

Suite au discours de La Baule du Président François Mitterrand en 1990, Habyarimana annonce une libéralisation et une démocratisation du régime. En 1991, une nouvelle constitution garantissant le multipartisme et les libertés publiques est adoptée. À partir de 1992, le gouvernement est dirigé par un membre de l'opposition.

**Le mardi 6 avril 1994, le Président Habyarimana est victime d'un attentat.**

C'est lors de la phase d'atterrissage à l'aéroport de Kigali, le mardi 6 avril vers 20 h 30, que l'avion présidentiel rwandais est victime d'un attentat. À bord se trouvent : le Président Juvénal Habyarimana, le Président du Burundi, des membres du gouvernement et des autorités militaires. Ils venaient de participer au sommet régional pour la paix à Dar es-Salaam en Tanzanie.

Personnellement, à ce moment précis, je me trouve dans ma maison qui est située à l'intérieur du camp des

parachutistes commandos de Kanombe et perpendiculairement à environ 800 mètres du lieu du crash du Falcon 50. Avec mon fils, je regarde un match de football de la Coupe d'Afrique des Nations, à la télévision.

Vers 20 h 30, j'entends une première explosion, tout près de la maison, suivie quelques instants plus tard d'une très grosse seconde explosion. Ma femme et ma fille qui se trouvaient à ce moment-là dans une chambre, arrivent apeurées dans le salon. Pour les rassurer, au hasard, je leur dis que c'est probablement un militaire qui a fait exploser des grenades. Comme elles sont habituées à entendre, parfois la nuit, des coups de feu au poste de garde qui est situé à proximité de la maison, leur peur s'estompe un peu.

Cependant, je sais que l'avion des parachutistes le Nord Atlas 2501 et le Falcon 50 présidentiel, doivent revenir de Dar es-Salaam et au fond de moi-même, je me dis qu'il est certainement arrivé quelque chose de grave. Immédiatement, je décroche le téléphone pour appeler mon chef, le commandant responsable des coopérants français du camp de Kanombe. Je me souviens avoir eu beaucoup de mal à le joindre, car il essayait lui-même de joindre les autres coopérants.

Les ordres sont simples : « *Rendez-vous au bureau* ». Notre inquiétude est à son maximum mais nous refusons dans un premier temps de croire au pire.

En partant en moto, j'aperçois le lieutenant-colonel rwandais qui commande le bataillon para-commando, qui sort de chez lui. Sa maison se trouve à côté de la mienne, séparée uniquement par un petit chemin. Je m'arrête près de lui pour lui demander s'il sait ce qui s'est passé et il me répond qu'il n'en sait strictement rien. Je l'informe que, nous les coopérants, nous nous rendons à notre bureau et il me répond qu'il en fait de même. Comme nos bureaux respectifs se font face, quelques minutes plus tard nous nous retrouvons tous dans son bureau. Il nous dit avoir appelé son service de transmissions, puis l'état-major des forces armées rwandaises à Kigali et que personne n'a été capable de lui donner des informations précises. Cependant, il nous confirme que l'avion présidentiel a bien décollé de Dar es-Salaam.

Aussitôt nos visages ont dû s'assombrir et le lieutenant-colonel vient, lui aussi, de comprendre que les explosions peuvent concerner l'avion présidentiel. Il nous propose immédiatement de monter dans sa camionnette personnelle, pour tenter de nous rendre sur le lieu supposé des explosions. Afin d'éviter de se faire tirer dessus par les gardes de la résidence du Président, nous la contournerons et remontons une piste que nous connaissons, au milieu d'un champ de cannes à sucre.

Une fois arrivés à hauteur de l'axe supposé d'approche des avions, nous entrons à pied dans le champ. À peine avons-nous fait une cinquantaine de mètres que nous découvrons la queue d'un avion. Quelques instants après,

dans le faisceau de ma lampe, j'aperçois l'indicatif d'appel du Falcon 50 (9XR-NN) que je connais par cœur, car parfois, lors des séances de sauts, nous embarquions dans le Nord Atlas 2501 devant le hangar où il était stationné. Souvent, je montais même à bord de l'appareil pour discuter avec mes trois collègues pilotes, retraités de l'armée de l'air française et en contrat de travail avec le gouvernement rwandais.

Pas de doute, il s'agit bien du Falcon 50 du Président. Immédiatement nous sommes tous submergés par une immense stupéfaction. Le lieutenant-colonel rwandais est complètement déconfit.

Après quelques minutes très difficiles, nous continuons notre progression, car sur place il n'y a que de la tôle. Nous suivons le sillon qui a été creusé au sol par le reste de l'appareil et quelques mètres plus loin, nous tombons sur la carlingue qui est encore en feu. Elle est venue s'écraser contre le mur de l'enceinte de la résidence présidentielle et l'a en partie traversé. Par des appels vocaux, le lieutenant-colonel s'assure qu'il n'y a personne de l'autre côté du mur et prudemment, nous le franchissons.

Devant nous, le spectacle est horrible. Les corps sont groupés en deux endroits, ceux de mes trois collègues pilotes français se trouvent dans une piscine qui est vide de son eau et semble ne plus être en fonction, les autres se trouvent au niveau du hangar où est garée la Mercedes du Président. Le lieutenant-colonel réussit à identifier un

corps, je ne sais plus si c'était celui du chef d'état-major des armées ou du ministre de la Défense, toujours est-il qu'immédiatement après, il s'est pris la tête entre les mains et s'est adressé à nous pour nous dire la chose suivante : « *Cette fois-ci, c'est fichu !* ». Personnellement, à ce moment précis, je pense déjà exactement la même chose.

Sur le moment, nous avons du mal à réaliser ce qui vient de se passer. Mon sentiment est que je vis un incroyable scénario de film de science-fiction et j'ai du mal à croire à ce qui vient d'arriver. Imaginez le Président rwandais, mort par terre au pied de sa Mercedes, après que son avion ait été abattu et venu s'écraser contre le mur de l'enceinte de sa résidence. Qui aurait pu imaginer un tel scénario ?

Après avoir repris ses esprits, le lieutenant-colonel me dit : « *Il faut aller chercher les CRAP pour sécuriser la zone* ». Deux de mes collègues restent sur place et moi je pars avec le lieutenant-colonel et mon chef. Ils me déposent à mon bureau pour réceptionner les CRAP et vont rendre compte chacun de leur côté. En ce qui concerne mon chef, si ma mémoire ne me trahit pas, c'est depuis son domicile vers 21 h 30 qu'il contacte le lieutenant-colonel de l'armée de terre, conseiller de l'Attaché de défense à l'Ambassade de France. L'Attaché de défense était en mission dans un autre pays africain.

Après avoir récupéré une partie de mes CRAP, je les guide sur place et un périmètre de sécurité est établi.

Comme il fait nuit noire, il nous est impossible d'entreprendre de récupérer les corps dans de bonnes conditions, avant le lever du jour. Par conséquent, avec mes collègues, nous nous mettons à la recherche des fameuses « boîtes noires », qui d'ailleurs, nous savons qu'elles sont orange.

Nous commençons par explorer les éléments de l'avion qui n'ont pas brûlé, dont la queue, car je sais qu'en principe c'est là qu'elles sont installées.



*Photo de la partie de la carlingue du Falcon 50 qui a traversé le mur de la résidence présidentielle.*

Habitué aux coupures d'électricité, nous sommes bien équipés en lampes torches, mais aussi puissantes soient-

elles, leur éclairage ne remplace pas la lumière du jour et nous ne trouvons rien. Deux de mes collègues décident alors d'aller récupérer des pioches pour nous permettre de retourner les parties chaudes de la carlingue, mais vers 1 heure du matin, nous n'avons toujours rien trouvé.

Comme nous avons de très bons rapports avec le chef d'escale d'Air France au Rwanda, le commandant décide de retourner à son domicile lui téléphoner pour qu'il nous renseigne précisément sur l'emplacement des enregistreurs de vol à l'intérieur de l'avion. À son retour, il nous dit que d'après notre collègue d'Air France, il se peut qu'il n'y ait pas d'enregistreurs de vol dans le Falcon 50. D'après lui, certains avions présidentiels de cette époque, n'en sont pas équipés. Le choix serait laissé à l'acquéreur d'en équiper ou non son avion au moment de l'achat.

Suite à cette information, comme nous avons entière confiance en nos *CRAP*, que nous sommes très fatigués et dans un sale état vestimentaire, nous décidons d'aller nous laver, changer nos habits et, si possible, dormir 1 heure ou 2. Nous savons que les jours qui vont suivre, vont être très compliqués pour nous, il va falloir sauver notre peau et protéger nos familles. Notre séjour au Rwanda sera probablement terminé dans quelques jours, mais il nous faut en repartir tous vivants. Le rendez-vous au bureau est pris pour 6 heures.

Ce mercredi matin, le cinquième coopérant et collègue artilleur qui habite aussi Kanombe nous rejoint à notre

bureau. Après avoir débriefé et essayé de comprendre ce qui s'est passé la veille, nous établissons un plan d'action pour la journée.

Notre collègue artilleur est chargé de la protection de nos familles, qui vont être regroupées pour la journée dans deux maisons proches l'une de l'autre. Accompagné de deux collègues, je me rends de nouveau sur le site du crash et le commandant repart à son domicile pour tenter d'entrer en contact avec l'Ambassade. Il nous rejoindra un peu plus tard.

Sur place, les *CRAP* ont déjà commencé à récupérer les corps et à les mettre sur des draps, dans le salon de la résidence du Président. Ils nous confirment ce que nous savions déjà. À bord de l'avion, en plus du Président rwandais il y avait aussi le Président burundais Cyprien Ntaryamira.

Maintenant que nous y voyons plus clair, nous poursuivons la recherche des enregistreurs de vol en élargissant le secteur au-delà du champ de cannes à sucre. Une autre recherche encore plus élargie, va concerner un éventuel fil de guidage du missile et d'éventuels débris. Concernant ces deux derniers éléments, nous sommes conscients que nous cherchons, comme le dit le proverbe, une aiguille dans une botte de foin.

Après quelques minutes de réflexion, mon expérience de chef de section Milan (missile antichar guidé par fil)

me fait dire à mes collègues qu'il vaut mieux laisser tomber la recherche du fil, car il est très fin et lorsqu'il a cassé au moment de l'impact, étant donné la tension et l'altitude, il s'est avec certitude rétracté sur plusieurs centaines de mètres en arrière de la position. Par ailleurs, je suis loin d'être convaincu que le missile utilisé soit guidé par fil.

En ce qui concerne les éventuels débris de missile, comment voulez-vous trouver de petits morceaux de ferraille dans un champ de canne à sucre de plus de trois mètres de haut.

Suite à ces analyses et au fait qu'il n'y avait probablement pas d'enregistreurs de vol à l'intérieur du Falcon, en accord avec mes collègues, nous laissons tomber les recherches.

Vers 11 heures, nous prenons le chemin de l'Ambassade de France avec notre Renault 21 break. Dans Kigali, les gens courent partout avec des affaires sur la tête, sacs de riz, valises, meubles, baluchons etc. À l'évidence, les pillages ont commencé et chaque habitant essaie de récupérer tout ce qu'il peut dans les magasins, les entreprises ou chez les voisins. Des massacres ont eux aussi déjà eu lieu, car au rond-point de l'Ambassade, nous tombons sur un premier cadavre qui gît au milieu de la route, un bras coupé.

Nous arrivons dans le bureau du lieutenant-colonel de l'armée de terre, conseiller de l'Attaché de défense. Nous lui rapportons ce que nous avons vécu et fait depuis



20h30, la veille. Après nous avoir écoutés avec une grande attention, il nous dit : « *Mes amis nous avons du pain sur la planche, je vous demande de rester calmes et dignes. Comme vous le savez, l'Attaché de défense n'est pas là. Par conséquent, je compte sur vous pour m'aider à nous sortir de ce pétrin* ».

Il poursuit : « *Je n'ai pas encore reçu d'ordres précis de Paris. Tout ce que je sais c'est que ce soir, une équipe d'une vingtaine de CRAP du 1<sup>er</sup> Régiment de Parachutiste d'Infanterie de Marine de Bayonne (RPIMa) doit arriver pour sécuriser l'Ambassade (ces commandos parachutistes sont appelés aujourd'hui forces spéciales). Je vous demande de les accueillir à l'aéroport et de les guider jusqu'à l'Ambassade, par l'itinéraire que vous avez reconnu pour l'évacuation de nos ressortissants. En ce qui concerne le bataillon para-commando, il vous faut convaincre le commandant du bataillon de la nécessité pour lui et pour nous, de garder le contrôle de l'aéroport. Pour la suite, rendez-vous ici demain matin, à 8 heures, pour faire le point de la situation.* » Avant que nous partions, il ajoute : « *Prenez toutes les précautions pour vos familles et vous-même et croisons les doigts pour que tout se passe bien* ».



*Points stratégiques dans Kigali.*

Après un bref passage pour saluer quelques personnels de l'Ambassade nous prenons le chemin du retour. Dans Kigali, le désordre qui y règne est très peu rassurant et nous inquiète énormément. Nous savons que la folie meurtrière est en marche, cela nous attriste, mais nous ne pouvons rien contre ce déchaînement humain.

Dans l'après-midi, le commandant et deux de mes collègues, vont aller à l'aéroport pour accueillir les militaires qui arrivent pour sécuriser l'Ambassade de France. Quant à moi, je rejoins les CRAP rwandais sur le lieu du crash, pour surveiller ce qu'il s'y passe. En arrivant, ils me confirment qu'ils ont la certitude que tous les corps ont été récupérés et placés à la résidence. Par ailleurs, ils me disent avoir reçu pour mission d'assurer la sécurité de la

résidence, de l'épouse et de la famille du Président. J'en profite pour demander à l'un des lieutenants, s'il peut m'accompagner à l'intérieur de la résidence voir les corps de mes trois collègues pilotes.

En arrivant au pied de la baie vitrée, nous apercevons la famille qui se recueille devant la dépouille du Président Habyarimana et nous faisons demi-tour. Je vais profiter de ce petit moment de tranquillité pour discuter un peu avec les *CRAP* et tenter de comprendre ce qu'ils pensaient de tout cela. Très vite, je constate que lorsque l'on évoque leur avenir et celui du pays, les larmes leur viennent aux yeux. Ils sont complètement décontenancés, persuadés que c'est le *FPR* qui a abattu l'avion et que cela n'est pas bon pour eux. Tous laissent apparaître leur lassitude quand ils me disent que la guerre va recommencer.

Devant autant de désarroi, je retourne auprès de ma famille.

Le soir, de retour de l'Ambassade, mes collègues me confirment l'arrivée des éléments de sécurisation. Ils m'informent aussi d'une très mauvaise nouvelle. Le Premier ministre, Agathe Uwilingiyimana, ainsi que dix casques bleus belges, qui tentaient de la protéger, ont été assassinés.

La nuit, pour plus de sécurité, je me regroupe avec ma famille dans la maison d'un collègue qui est moins excentrée que la mienne. La fatigue est présente, mais le sommeil est difficile à trouver, car je suis inquiet pour mon

épouse et mes enfants. Cette nuit-là, beaucoup de choses vont passer dans ma tête et j'ai repensé toute la nuit aux mots que m'avait dits mon chef de corps à Castres : « *Tu es un inconscient d'emmener ta famille au Rwanda* ». Je me culpabilise et je me dis sans cesse, il faut que tu les sortes de ce borbier le plus rapidement possible.

### **La préparation de l'évacuation des ressortissants**

Le lendemain, jeudi 8 avril, comme prévu, je me rends à l'Ambassade avec mes collègues. En passant devant l'aéroport, nous constatons que le commandant du bataillon para-commando nous a écoutés. Le bataillon para est déployé, face au *FPR*, à environ trois kilomètres en avant de l'aéroport. Les parachutistes sont au contact et ça canarde dur dans le coin. Toutefois, nous sommes rassurés car nous savons que ces hommes sont l'élite de l'armée régulière rwandaise et pour les déloger de là, il va falloir que les rebelles du *FPR* leur passe dessus, car leurs familles sont, comme les nôtres, au camp de Kanombe qui se trouve à environ dix kilomètres en arrière.

Par ailleurs, leur intervention va nous permettre de garder le contrôle de l'aéroport et d'évacuer nos familles et nos ressortissants. C'est vraiment une bonne nouvelle pour nous et même la première depuis le 6 avril. En arrivant à l'Ambassade, nous allons pouvoir donner cette rassurante information à Monsieur l'Ambassadeur, pour qu'une évacuation soit organisée. Si le *FPR* avait pris le contrôle de l'aéroport, aucune évacuation par voie aérienne n'aurait été possible et nous serions alors dans un

sacré pétrin. Le Rwanda est complètement enclavé au centre du continent africain et, par conséquent, pour sortir du pays par voie terrestre, c'est très compliqué. Cette éventualité, nous l'avions envisagée, mais nous n'osions même pas y penser.

Lorsque nous arrivons dans Kigali, nous constatons que c'est toujours la même folie que la veille, les gens courent dans tous les sens. Aussitôt arrivés au bureau du lieutenant-colonel, nous lui transmettons la bonne nouvelle en ce qui concerne l'aéroport. Il serre immédiatement le poing et nous dit : « *Bon travail les gars* ». Il poursuit et nous demande : « *Vous êtes sûrs que le bataillon para tiendra?* » Je ne me rappelle plus exactement ce que le commandant lui a répondu, mais je pense que cela a dû être quelque chose du genre : « *Il le faut* », ou « *Ils tiendront* ».

Rassuré, le lieutenant-colonel nous dit : « *Je l'espère, car l'Ambassadeur vient justement de me demander de préparer l'évacuation de nos ressortissants* ». Il ajoute : « *Attention, écoutez bien ce que je vais vous dire, il ne faut surtout pas que l'armée rwandaise et tout particulièrement en ce qui vous concerne, les paras de Kanombe apprennent nos intentions. Ils peuvent croire qu'on les laisse tomber et s'opposer à l'évacuation de nos ressortissants. Autre chose, débrouillez-vous comme vous voulez, mais à partir de 14 heures, je veux la présence de deux d'entre vous, en permanence à la tour de contrôle. J'ai besoin d'être informé de tout ce qui se passe à l'intérieur de l'enceinte portuaire* ».

Conscients du poids qui repose sur nos épaules, nous reprenons la route du retour à Kanombe. Lorsque nous arrivons à proximité de la position du bataillon para-commando, nous allons frôler la catastrophe. Des rafales d'armes automatiques, sont tirées en direction de notre Renault 21. Heureusement que le commandant qui conduisait le véhicule a eu le réflexe d'accélérer. Je ne saurais jamais si ces tirs venaient des rebelles du *FPR* ou des casques bleus de la *MINUAR*. Cependant, j'étais assis du mauvais côté pour les tirs, mais du bon côté pour la vue et, en baissant la tête, j'ai aperçu au fond d'une petite place tout un attroupement de militaires, dont des casques bleus.

Malgré cela, nous nous sommes arrêtés à la hauteur d'un capitaine du bataillon para pour l'encourager à tenir la position. Nous constatons qu'il est très énervé, plusieurs de ses hommes viennent d'être tués par les rebelles du *FPR* et les troupes de la *MINUAR*. Nous l'informons que nous aussi nous sommes fait tirer dessus. Le commandant en profite pour lui remonter un peu le moral et tester sa détermination à tenir la position. Nous repartons, sidérés par ce que nous venons de vivre, les casques bleus de l'ONU tirent sur les coopérants français et sur l'armée régulière rwandaise.

Avant d'entrer à la maison, je passe sur le lieu du crash pour conseiller aux lieutenants des *CRAP* de se faire relever. Je leur ai dit qu'ils seraient plus utiles postés avec leurs fusils de tireur d'élite et leurs lance-grenades, sur les ter-

rasses des bâtiments, au rond-point de l'aéroport et à la hauteur de leurs collègues du bataillon para.

De retour à la maison, je retrouve mon épouse qui a préparé un cuissot de l'impala que les *CRAP* avaient tué au mois de mars et tous les coopérants de Kanombe déjeunent à la maison. L'ambiance n'était pas à la fête et je n'ai absolument aucun souvenir du goût de cette viande, que nous mangeons rapidement, car je dois préparer mes affaires pour aller m'installer, avec un collègue, à la tour de contrôle de l'aéroport. Nos familles vont, quant à elles, se regrouper chez les autres copains. Aux environs de 14 heures, j'embrasse ma femme, mes enfants et je pars avec mon collègue dans mon véhicule à l'aéroport.

En arrivant sur place, nous constatons que la piste est barrée par des obstacles et que des véhicules sont stationnés en plein milieu. Nous traversons l'aérogare et montons dans la cabine du contrôleur, au sommet de la tour de contrôle. Je ne me souviens plus de ce qu'on lui a dit en arrivant, probablement un long bobard. Néanmoins, il semblait plutôt satisfait de notre présence, peut-être se sentait-il plus rassuré, ou moins seul.

Avec mon collègue, tout l'après-midi, nous allons surveiller tout ce qui se passe là autour et tenter de comprendre, pourquoi et par qui la piste est barrée. Nous allons vite nous apercevoir qu'il n'y avait rien de très organisé, mais il nous faut surveiller en permanence tous les mouvements suspects. Comme nous sommes très fatigués,

nous décidons de partager la nuit en deux et de tenter de dormir 4 heures chacun. La nuit a été longue, mais finalement tout se passe sans encombre.

Dès le lever du jour, en observant au loin, nous constatons que de plus en plus de fumées apparaissent dans les collines aux alentours. De toute évidence, des massacres se produisent déjà, bien au-delà, des limites de Kigali. Autour du Centre National du Développement (*CND*), ça canarde de partout et des obus de mortier semblent tomber au hasard. La population de ce quartier est prise en otage, entre les rebelles du *FPR* et l'armée régulière rwandaise.

Ce vendredi matin, à la radio que nous avons récupérée à l'Ambassade pour notre mission, nous allons entendre une mauvaise nouvelle. Nos collègues gendarmes (Alain Didot, son épouse Gilda et René Maier) sont menacés à leur domicile par un groupe d'hommes très excités. Alain dit à la radio : « *Ils me demandent d'ouvrir le portail et de leur donner mon boy* ». Le problème est que leur maison se trouve tout près du *CND* et par conséquent, dans la zone investie par le *FPR*. Finalement, une dizaine de minutes plus tard, Alain rappelle pour nous dire qu'ils sont partis.

Ce fait nous inquiète beaucoup, le Rwanda est le pays des mille collines et l'Ambassade de France est située au pied de l'une d'elles. Par conséquent, pour établir une liaison radio avec l'Ambassade, depuis Kanombe et l'aéroport, nous devons passer par un relais que notre collègue

Alain Didot a installé à son domicile. Alain est coopérant gendarme, il est spécialisé réparateur radio et forme des gendarmes rwandais.

Dans l'après-midi, il nous signale d'importants mouvements de troupes du *FPR*, qui passent sur la piste devant son domicile. L'Ambassade lui demande s'il estime être en sécurité pour passer la nuit chez lui. Il répond : « *Si je pars, il n'y aura plus de liaison radio possible avec les coopérants de Kanombe et l'aéroport* ». Puis, il ajoute : « *Pour l'instant, je ne veux pas encore quitter la maison, je prendrais une décision demain* ».

Cette fin de journée va être très mouvementée pour nous à la tour de contrôle. En fin d'après-midi, de retour de l'Ambassade, notre commandant nous informe discrètement qu'un avion transal français, va effectuer un vol de reconnaissance à la tombée de la nuit. Il tentera un atterrissage d'assaut sur la piste, tous feux éteints, pour ne pas se faire tirer dessus. Pour cela, il nous demande de convaincre le contrôleur d'actionner l'éclairage de l'aéroport, le moment venu. Quant à lui, il va tenter de trouver le lieutenant-colonel, commandant le bataillon para-commando, pour le convaincre de faire dégager les barrages qui se trouvent sur la piste d'atterrissage. Vers 17 heures, ils arrivent tous les deux à la tour de contrôle. Le contrôleur nous confirme qu'il est d'accord pour éclairer la piste et aussitôt le lieutenant-colonel redescend, prend sa jeep et fait le tour des barrages.

Lorsqu'il arrive en bout de piste et qu'il revient vers nous, les occupants commencent à dégager leurs barrages. Entre-temps, notre commandant nous informe que si ça réussit, le lendemain au lever du jour, trois compagnies parachutistes françaises doivent arriver pour nous aider à évacuer nos ressortissants. Il ajoute qu'il ne faut surtout pas parler d'évacuation de ressortissants au commandant du bataillon para-commando, car il pense que les paras français viennent pour l'aider à combattre le *FPR*.

Je ne me souviens plus précisément de l'heure d'arrivée du Transal, mais comme la nuit tombe tôt au Rwanda, il est certainement arrivé entre 19 heures et 20 heures.

Une quinzaine de minutes avant d'entamer la descente sur la piste, le pilote prend contact avec nous à la tour de contrôle, nous l'informons que la piste est libre et lui transmettons les consignes. Il faut absolument éviter le bout de piste côté ville, car on n'est pas certain qu'il soit sous le contrôle de l'armée régulière et surtout, il ne faut pas décoller vers Kigali où se trouve le *FPR*, mais dans l'autre sens, vers le camp de Kanombe. Quelques minutes plus tard, le Transal se pose, il fait aussitôt demi-tour sur la piste d'atterrissage à hauteur de la tour de contrôle et redécolle.

Le lieutenant-colonel, sur le coup, ne comprend pas pourquoi l'avion repart sans rien déposer. Le commandant le rassure en lui disant qu'il faut maintenir la piste dégagée, car d'autres avions doivent arriver avec les parachutistes français. Pendant que le commandant donne

cette information, le pilote du Transal reprend contact avec nous à la tour et il nous dit : « *C'est OK, à demain matin* ». Heureux d'entendre cette nouvelle, le lieutenant-colonel rwandais, dans un geste d'euphorie, nous saute au cou et nous dit : « *Merci la France, vous allez nous sauver* ».

Une autre bonne nouvelle va arriver vers 21 heures Alain reprend un dernier contact radio, pour nous dire que tout va bien. Il nous souhaite bonne nuit et nous dit à demain matin pour la vacation de 9 heures.

À la tour de contrôle, avec mon collègue, nous sommes soulagés.

Cependant, la nuit va nous paraître très, très longue, car au lieu de fermer les yeux, nous allons au contraire les garder grands ouverts toute la nuit. Il nous faut être certains que personne ne profitera de la nuit pour s'infiltrer dans l'aéroport et barrer de nouveau la piste d'atterrissage. Pour cela, nous demandons au contrôleur de laisser l'éclairage toute la nuit et, chacun sur un secteur, nous surveillons que tout se passe bien.

Ce samedi 10 avril, vers 5 heures, la radio du contrôleur crachouille. C'est le pilote du premier Transal qui prend de nouveau contact. Nous sommes heureux de lui annoncer que tout est « OK » et lui répétons les mêmes consignes que la veille.

Quelques minutes plus tard, nous entendons le bruit sourd des moteurs du premier Transal qui vient de se

poser sur la piste. Mon collègue reste à la tour de contrôle et moi je descends sur le parking avec le commandant qui vient de nous rejoindre. Lorsque la rampe du Transal commence à s'abaisser, j'aperçois une vieille connaissance. C'est le capitaine Millet qui commande la quatrième compagnie du 3<sup>e</sup> RPIMa qui arrive. Au moment de lui serrer la main, une grande émotion m'envahit. Cela va aussi marquer le capitaine, car quelques jours plus tard il donnera une interview, qui relatera le caractère émouvant de cette rencontre.

Pendant que nous discutons, les parachutistes prennent immédiatement position face à la piste et le Transal repart aussitôt. Accompagnés de mon chef, nous le conduisons à l'intérieur de l'aérogare, nous lui expliquons la situation sur place et il nous dit que l'opération d'évacuation « Amaryllis » a été déclenchée le 8 avril. Il nous confirme aussi ce que nous craignons. Leur mission consiste uniquement à évacuer les ressortissants français et éventuellement les Européens qui le souhaitent, le plus rapidement possible et de repartir sans s'interposer dans le conflit rwandais.

Un autre Transal se pose avec à son bord le commandant de l'opération, le colonel Henri Poncet. Au final, ce sont environ 500 hommes qui vont arriver (deux compagnies du 3<sup>e</sup> RPIMa et la 3<sup>e</sup> compagnie du 8<sup>e</sup> RPIMa, au sein de laquelle j'ai servi pendant quatre ans). Cette compagnie est actuellement commandée par le capitaine Conte, que je connais depuis 1980, au moment où nous étions chef de groupe dans la même section.

### L'évacuation des ressortissants français

À partir de là tout va aller très vite, les *CRAP* du *1<sup>er</sup> RPIMa*, qui sont arrivés depuis deux jours, ont déjà tout organisé. Ils arrivent à l'aéroport avec des véhicules réquisitionnés aux entreprises dirigées par des Français. Au fur et à mesure que les sections arrivent, elles partent en ville pour regrouper nos ressortissants et des convois vont aussitôt être formés et rejoindre l'aéroport.

En ce qui me concerne, vers 7 heures, je retourne à la maison pour prendre une douche et aider mon épouse à préparer une valise. Je dis une valise, car je sais déjà que cela va être la règle pour tout le monde, afin de mettre le maximum de passagers dans chaque rotation de Transal.

Vers 9 heures, je reviens à l'aéroport et je retrouve mes copains qui sont très inquiets, car nos collègues Alain Didot, son épouse Gilda et René Maier ne répondent plus aux appels radio de l'Ambassade. À ce moment précis, nous ressentons un horrible sentiment d'impuissance, car le secteur où se trouve leur domicile est tenu par les rebelles du *FPR* et les casques bleus de l'*ONU*. Par conséquent, il nous est impossible d'aller les chercher. Notre seul espoir est de se raccrocher à l'idée que la radio est peut-être en panne et que tout va bien pour eux.

Les premiers ressortissants commencent à arriver à l'aéroport où un point d'accueil pour l'embarquement est déjà opérationnel.

Vers 10 heures, je retourne à la maison chercher mon épouse et mes enfants. Ils vont s'installer dans la salle d'at-

tente et se faire inscrire sur les listes d'embarquement dans les Transals.

Dès mon retour à l'aéroport, le colonel Poncet me fait appeler. Lorsque j'arrive à l'endroit de l'aérogare qui lui sert de bureau opérations, il y a là mon chef et un chef de section du *3<sup>e</sup> RPIMa*. Le colonel me fait part d'une information que je connaissais déjà depuis la veille par la visite d'un prêtre français à la tour de contrôle. À Masaka, (village situé à environ vingt kilomètres de l'aéroport) à l'intérieur de l'orphelinat Sainte-Agathe, sœur Édita, ses collègues sœurs, un prêtre et une cinquantaine d'enfants sont menacés de mort. La veille, l'information du prêtre m'avait un peu surpris, car je connaissais cet orphelinat et je savais que les enfants qui s'y trouvaient, étaient en majorité des orphelins de militaires hutus morts au combat. Certains enfants étaient même en attente d'être adoptés par des familles françaises et européennes. Les questions que je me suis posées étaient : « *Qui pouvait vouloir du mal à ces enfants en majorité hutus. Est-ce que les rebelles du FPR étaient déjà arrivés jusque-là ?* ».

Je fais part de mon étonnement et en même temps de mon inquiétude, en ce qui concerne le *FPR* au colonel. Il me répond : « *Nous n'avons pas le droit d'abandonner à leur sort les sœurs, le prêtre et une cinquantaine d'enfants. J'ai besoin de toi pour accompagner la section de l'adjudant Nicolău et lui faire traverser les barrages. Comme tu connais les lieux et que les Rwandais te connaissent, nous avons de fortes chances de réussir sans casse* ».

Bien entendu j'ai répondu : « *On y va* ».

Avant de partir, je passe à la salle d'embarquement dire à mon épouse que je n'en ai pas pour longtemps et surtout qu'elle ne s'inquiète pas. Puis sans m'attarder, je rejoins mon collègue sur le parking où il m'attend avec ses hommes et trois camions, dont un camion benne pour y mettre les enfants en sécurité.

Vers midi, nous quittons l'aéroport. Lors de la traversée des deux premiers barrages, mon uniforme militaire rwandais et mon béret para-commando, font leur effet. Cependant, plus nous nous approchons de Masaka, plus il y a de barrages, moins on me reconnaît et plus ça se complique. Ces barrages sont érigés et tenus par des hommes en civil, armés essentiellement de machettes. Il y en a un au moins tous les kilomètres. À chaque fois, il faut palabrer de longues minutes et des menaces fusent.

Toutefois, à chaque arrêt et lorsque je descends discuter l'ouverture des barrages, je suis rassuré, car je sais que dans les camions, les paras du 3<sup>e</sup> *RPIMa* sont vigilants.

Il me faut faire preuve de beaucoup de patience et de diplomatie, mais je prends mon temps et après quelques mots en rwandais ou du style : « *Mais vous savez bien que la France est l'amie du Rwanda* », ou encore, « *Vous me connaissez et savez que je suis conseiller au bataillon para à Kanombe* », le barrage s'ouvre. Je ne me souviens plus précisément, mais nous avons mis au moins 3 heures pour parcourir la vingtaine de kilomètres.

Lorsque nous sommes arrivés à l'orphelinat, les sœurs sont effectivement apeurées, mais cependant il ne semblait pas y avoir de menaces apparentes. Sans perdre de temps, les sœurs font sortir les enfants et nous les entassons dans le camion benne. Le problème qui s'est posé est qu'ils étaient bien plus nombreux que ce que l'on nous avait dit, mais peu importe, tout le monde arrive à s'entasser dans la benne et dans les autres camions.

Sans s'attarder, nous prenons le chemin du retour. Les choses vont aller plus vite, mais il me faut encore à chaque fois, descendre et expliquer pourquoi on transporte les enfants. À chaque fois ma réponse est à peu de choses près la même, c'est-à-dire : « *Pour les mettre en sécurité avec les sœurs à l'aéroport* ». Lorsque nous arrivons à environ mi-parcours, devant nous, à l'emplacement d'un barrage ça parle fort et ça se chamaille. A priori les occupants ne sont pas d'accord sur le sort réservé à l'un des leurs. Tranquillement, j'attends que ça se calme pour descendre parlementer, puis, tout se passe bien et nous poursuivons notre route.

C'est finalement vers 17 heures que nous arrivons à l'aéroport. Lorsque je descends de la cabine du camion, un copain accourt vers moi. Il me dit : « *Viens vite, nos femmes sont dans le Transal qui s'apprête à décoller, on l'a fait arrêter pour que tu puisses dire au revoir à Sylvie, comme tu ne revenais pas, elle n'arrête pas de pleurer, car elle a peur qu'il te soit arrivé malheur* ». Immédiatement, nous sautons dans son 4 x 4 et il me conduit au pied du Transal, la rampe de l'appareil s'abaisse et j'ai eu quelques



secondes pour embrasser ma femme et mes enfants en pleurs.

Très ému, je reste un moment sur place pour regarder le Transal décoller. Lorsqu'il prend son envol et de l'altitude d'une manière impressionnante, avec mon collègue, nous tombons dans les bras l'un de l'autre. Nous avons le sentiment que quoi qu'il arrive, nous avons sauvé l'essentiel et un immense soulagement nous envahit. Mon collègue m'informe que nos familles vont à Bujumbura au Burundi, que les évacuations ont commencé depuis le début de l'après-midi et que c'est le quatrième avion qui vient de partir.

Peu après, nous arrivons dans l'aérogare où les enfants de l'orphelinat Sainte-Agathe sont déjà pris en charge par les équipes d'Amaryllis. Comme tout est en bon ordre, je me rends au bureau des opérations pour le compte rendu de la mission au colonel Poncet. Sans me laisser le temps de dire le moindre mot, il me remercie et me félicite. Tout le monde est satisfait que les enfants et les sœurs soient tous sains et saufs et personne n'éprouve le besoin d'en savoir plus.

Quelques minutes plus tard, j'apprends qu'il me faut retourner rapidement à la maison chercher mes affaires, car par mesure de sécurité, nous, les cinq coopérants de Kanombe, devons dormir à l'aéroport.

Cela tombe bien, car mes deux chiennes n'ont pas eu à manger depuis le matin. Malgré les consignes de faire

vite, je me souviens d'y être resté tout de même un bon petit moment. Après toute cette pression et toute la fatigue accumulée, je me suis littéralement effondré, les larmes aux yeux, assis sur les escaliers de l'entrée de la maison, en train de parler à mes deux adorables chiennes. Je n'arrête pas de leur dire que je suis désolé, *comment allez-vous vivre sans nous, qu'allez-vous devenir?* Les chiennes sentent qu'il se passe des choses anormales et ne cessent de me lécher.

De retour à l'aéroport, pour finir de me saper le moral, je vais apprendre qu'Alain n'a toujours pas donné signe de vie, alors que l'Ambassade de France a demandé officiellement aux casques bleus de la MINUAR de se rendre à son domicile. Je ne sais pas ce qu'ils ont fait, mais toujours est-il que ce samedi soir nous n'avons toujours pas de nouvelles de nos trois collègues.

Vers 20 heures, les paras d'Amaryllis me donnent une ration de combat, car je n'ai rien mangé depuis le matin. Comme mes copains coopérants sont occupés, j'avale quelques bouchées, assis sur mon lit de camp. À partir de là, je ne me souviens plus de rien et sur le carnet où j'ai consigné pas mal de choses, je n'ai rien noté pour cette nuit. Probablement que je me suis écroulé et endormi, malgré le vacarme qui a dû régner toute la nuit dans l'aérogare.

Le dimanche 11 avril, tôt le matin, les évacuations continuent et je descends à la salle d'accueil, pour aider à faire comprendre aux gens que je connais, que c'est une

valise et rien d'autre, que les animaux ne peuvent pas être embarqués et que certaines choses, comme les fusils de chasse, non plus.

Vers 11 heures, je retourne à la maison pour donner à manger aux chiennes et récupérer encore quelques affaires.

En début d'après-midi, les quatre coopérants parachutistes du bataillon para-commando, nous retournons discrètement dans nos bureaux pour détruire tous nos documents. Lors du retour à l'aéroport, accompagné d'un collègue, je vais pousser trois kilomètres plus loin pour tenter de retrouver les *CRAP* rwandais. Certains d'entre eux sont effectivement là, ils me disent ne pas avoir de morts, mais qu'en revanche, le bataillon para en a pas mal. Par ailleurs, ils me disent avoir beaucoup de problèmes avec la population hutue, qui fuit la partie de la ville occupée par le *FPR*. Il y a là un grand désordre et je me demande bien comment ils vont arriver à se sortir de ce cauchemar.

Lorsque je les quitte, je suis persuadé que je ne les reverrai probablement plus jamais.

De retour à l'aéroport, je constate que les enfants de l'orphelinat Sainte-Agathe ne sont plus là. Les paras d'Amaryllis me disent qu'ils ont été évacués. Dans l'aérogare, je croise le prêtre, il me confirme que les enfants sont partis en Transal et que lui, il va retourner à Masaka. J'essaie de l'en dissuader, mais je sais d'emblée qu'il ne m'écouterait pas.

Le lundi 12 avril, vers 10 heures, mon chef nous informe que l'évacuation des ressortissants est bien avancée et qu'il nous faut aller faire le dernier voyage à notre domicile.

À mon arrivée, mes chiennes me font un dernier accueil. Je commence par brûler tout le courrier de la famille et tout ce qui peut être compromettant. Puis, comme mes employés ne sont plus jamais revenus, j'appelle celui de mon collègue voisin, je lui donne les clés de la maison et je lui demande de s'occuper des chiennes. Je me vois encore en train d'ouvrir le congélateur et de lui demander de leur donner toute la viande.

Je ne m'attarde pas trop sur place, car le sentiment d'abandon des chiennes est trop pesant. Lors du retour entre le camp de Kanombe et l'aéroport, je me souviens avoir ressenti une très grande tristesse. Le souvenir du plaisir que j'avais ressenti en parcourant en sens inverse ces quelques kilomètres sept mois plus tôt, s'entremêlait avec cette tristesse et, j'avais du mal à accepter l'abandon des chiennes et de beaucoup de souvenirs de famille. Devant autant d'impuissance, forcément je me culpabilise.

Dans l'après-midi, les casques bleus belges nous disent avoir trouvé les corps de nos trois collègues, Alain, Gilda et René. Cette mauvaise nouvelle vient malheureusement confirmer ce à quoi nous nous attendions. Peu après, deux de mes collègues, accompagnés par les paras d'Amaryllis, vont aller chercher les corps des trois copains pilotes à la morgue de l'hôpital de Kanombe.

En cette fin de journée, l'évacuation des ressortissants français et européens se termine. Trois des cinq coopérants du bataillon para, dont moi-même, recevons l'ordre de nous tenir prêts à embarquer, discrètement à la tombée de la nuit et avec nos armes dans un Transal. Il ne faut surtout pas que les soldats du bataillon para-commando, qui contrôlent l'entrée de l'aéroport, nous voient partir. Leur commandant a demandé à plusieurs reprises que les forces d'Amaryllis interviennent, pour l'aider à combattre le FPR. Cela lui a été refusé par le chef de l'opération, le colonel Poncet, et il risque de vouloir s'opposer à notre départ.

Par ailleurs, il est prévu que toutes les forces d'Amaryllis quittent le Rwanda au cours de la nuit. Mes deux autres collègues doivent prendre le dernier avion le lendemain, avec les six corps et Monsieur l'Ambassadeur de France, qui doit être exfiltré dans la nuit par les CRAP du 1<sup>er</sup> RPIMa.

En attendant l'embarquement, de la terrasse de l'aérogare, je regarde mon 4 x 4, quasiment neuf, qui est garé sur le parking et je me pose la question suivante : « *Quoi faire ?* » Après quelques minutes de réflexion, je descends mettre les clés sur le contact. Sur le moment, je me suis dit : « *Au moins celui qui le prendra n'aura pas besoin de tout casser* ».

Comme prévu, vers 18 heures, j'embarque dans un Transal, que le pilote avait pris soin d'arrêter le plus près possible de l'aérogare.

Pendant tout le vol, énormément de choses vont passer dans ma tête. Le sentiment d'avoir sauvé ma famille et ma peau est dominé par l'immense tristesse d'avoir abandonné ce malheureux peuple rwandais, si attachant, et qui ne mérite absolument pas la tragédie qui est en train de se produire.

À l'intérieur de l'avion, c'est le silence total ; avec mes collègues, nous nous regardons sans dire un mot. Je suis complètement paralysé, le fusil entre les jambes. Lorsque je regarde cette arme, je regrette de ne pas l'avoir jetée avant de monter dans l'avion, même si en faisant cela, je n'aurais pas respecté les consignes. Je me dis : « *Qu'est-ce que tu as fait là, cette arme appartient au bataillon-para et elle leur était utile* ». En plus de tous les autres soucis, j'ai le sentiment d'avoir volé cette arme. C'est une horreur !

Dès mon arrivée à Bangui, tant bien que mal, j'essaie de faire face à cet énorme désarroi. Toutefois, ma préoccupation immédiate est de trouver un téléphone pour savoir si ma femme est bien arrivée dans notre village et lui dire qu'il n'y a plus lieu de s'inquiéter. Encore une fois, mes relations vont me servir. Je sais que le détachement de la Base Opérationnelle Mobile Aéroportée de Toulouse (BOMAP) se trouve sur l'aéroport et qu'il est commandé par un copain.

Quelques minutes après être descendu de l'avion, je me dirige vers son bureau. Il se trouve effectivement là et est très content de me voir arriver. Aussitôt, il me donne son téléphone pour appeler ma belle-mère, qui va m'appren-

dre que ma femme est à Paris chez une copine et qu'elle doit arriver au village le lendemain matin. C'est totalement soulagé qu'ensuite mon copain m'emmène dîner dans un restaurant juste à la sortie de l'aéroport.

Comme nous ne sommes pas autorisés à quitter l'aéroport, la nuit je vais la passer sur un lit de camp sous un hangar, avec le bruit des Transals qui continuent de faire des rotations. Mon dernier souvenir se situe vers 23 heures, lorsqu'est arrivée la 3<sup>e</sup> compagnie du 8<sup>e</sup> RPIMa.

Comme prévu, le dernier avion de l'opération Amaryllis décolle à l'aube de Kigali, ce mardi 13 avril 1994. Je ne peux pas l'affirmer, mais mes collègues m'ont dit que cela avait été chaud. Des obus de mortier auraient été tirés sur l'aéroport au moment du décollage. Par qui? Pourquoi? Je ne le saurai probablement jamais.

Dans la matinée, je remets mon fusil aux CRAP du 1<sup>er</sup> RPIMa et en début d'après-midi, c'est le retour en France. Je n'ai absolument aucun souvenir de ce vol, probablement que j'étais dans un état de semi-coma et que j'ai dormi durant tout le vol. À l'arrivée à Paris, nous sommes accueillis par des personnels du bureau militaire du ministère de la Coopération.

Des chambres d'hôtel nous ont été réservées, mais à l'invitation d'un collègue, dont des membres de la famille habitent Paris, je préfère aller dormir chez ses parents.

Son épouse et ses enfants se trouvent aussi là. Après la joie des retrouvailles, elle me montre, dans les journaux parisiens, une photo de ma femme en pleurs dans ses bras, en train d'embarquer dans le Transal à Kigali et une autre assise avec mes enfants dans le Transal. Je suis furieux, car je suis persuadé que cela a dû beaucoup inquiéter toute ma famille, les habitants de mon village et mes amis. Ils n'avaient pas eu de mes nouvelles, depuis le 6 avril. Pour savoir ce qu'il en est, je téléphone aussitôt à mon épouse. Immédiatement, elle tente de me calmer en me disant que c'était du passé, que les journalistes n'avaient pas conscience de l'inquiétude qu'ils pouvaient provoquer et que l'important c'était que le cauchemar soit terminé.

### L'après retour en France

Le surlendemain, après avoir rendu hommage au Bourget aux six copains assassinés à Kigali, nous sommes tous rentrés chez nous, ou plutôt dans nos familles, car nous n'avions plus de logement. Pour ma part, je passe par la Direction du Personnel Militaire de l'Armée de Terre (DPMAT), pour savoir à quelle sauce j'allais être mangé. Le commandant qui me reçoit, m'apprend que je suis placé en position statutaire de « rappel par ordre » et que par conséquent, je ne peux pas recevoir de nouvelle affectation, pendant trois mois. Néanmoins, je dois me tenir prêt à repartir au Rwanda, en moins de 48 heures, sur simple appel téléphonique. Les trois mois qui vont suivre, dans l'attente d'un hypothétique appel téléphonique, vont me paraître une éternité.